



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 24 JUILLET 2019

MONUSCO :

La République démocratique du Congo est aujourd'hui à l'ordre du jour de la séance de travail du Conseil de sécurité à l'occasion de la publication du rapport du Secrétaire général sur la période allant du 8 mars au 28 juin 2019.

La Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, participera à la session depuis Kinshasa.

Le rapport aborde notamment la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans le pays ainsi que des droits de l'homme. Il détaille également les activités menées par la MONUSCO afin de renforcer l'autorité de l'Etat et protéger les civils.

Dans ce domaine, on peut retenir que la Force de la MONUSCO continue de mettre en œuvre sa stratégie de protection des civils par projection et a ainsi déployé, entre mars et juillet, 35 unités de combat et mené 9 645 patrouilles de longue distance dans les zones où les populations étaient menacées. Dans la plupart des cas, ce sont des équipes militaires et civiles, qui sont envoyées sur le terrain afin de proposer des réponses globales à l'insécurité.

Le déploiement de ces équipes mixtes a plusieurs objectifs selon les situations : la prévention des atteintes aux droits des personnes, la séparation des enfants des groupes armés, la facilitation d'un dialogue entre les communautés ou encore la conduite d'initiatives de règlement des conflits.

Sur la même période, la MONUSCO a poursuivi son appui aux efforts visant à obtenir la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et le FRPI.

Le rapport contient aussi des observations du Secrétaire général qui se déclare encouragé par les mesures positives prises par le Président Tshisekedi pour achever l'installation des institutions nationales et provinciales et lancer son programme de réformes ainsi que pour ouvrir l'espace politique.

Autre satisfecit, celui lié aux initiatives du Président pour promouvoir la collaboration régionale et renforcer le Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Le Secrétaire général salue également l'engagement pris par le chef de l'Etat pour lutter contre la corruption et l'impunité.

Concernant la situation sécuritaire, le Secrétaire général fait part de sa préoccupation face à la reprise de la violence dans la province de l'Ituri. Pour en finir avec le cycle récurrent des conflits, il estime qu'il serait important de progresser sur la voie de la professionnalisation des forces nationales de sécurité notamment par le renforcement de leurs capacités en matière de commandement, de contrôle et de suivi démocratique.

A la faveur de la reddition ou volonté de reddition des combattants des groupes armés, le Secrétaire général invite le Gouvernement et les partenaires nationaux à allouer les ressources nécessaires en matière de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungou, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

désarmement, démobilisation et réinsertion. Il préconise la mise en œuvre d'initiatives non militaires, notamment des programmes de lutte contre la violence au sein de la collectivité.

Le Secrétaire général lance également un appel aux donateurs et partenaires afin qu'ils continuent à fournir l'appui nécessaire à la réponse à la situation humanitaire qui demeure préoccupante en raison de l'insécurité alimentaire et des épidémies de choléra, rougeole et, bien sûr, de la maladie à virus Ebola. A cet égard, le Secrétaire général réitère la pleine détermination de l'ONU et de ses partenaires pour soutenir le Gouvernement dans ses efforts pour mettre fin à l'épidémie.

Pour en savoir plus, suivre la session publique du Conseil de sécurité au cours de laquelle interviendra Leila Zerrougui, une séance qui sera retransmise en direct sur la télévision web de l'ONU à l'adresse WEBTV.UN.ORG à partir de 15 heures, heure de Kinshasa.

Nord-Kivu :

Dans le cadre du projet de stabilisation mis en œuvre dans la zone prioritaire de « Beni-Nord », les activités de dialogue démocratique sont en cours de lancement. La semaine dernière, une première séance de dialogue s'est tenue dans la cité de Bulongo (Collectivité de Ruwenzori).

Ce fut l'occasion pour 45 participants (représentants la société civile, des communautés et autorités locales d'une quinzaine de villages environnants) de discuter de la problématique de l'accès à l'eau potable. Ce vendredi 26 juillet, le dialogue démocratique débutera dans la cité de Bingo, aux portes de la ville de Beni (Collectivité de Beni-Mbau). Les représentants des communautés discuteront d'un thème qu'ils auront identifié comme étant prioritaire à leurs yeux, relativement à la stabilité de la zone.

Le dialogue démocratique est une activité centrale de la stratégie de stabilisation de la MONUSCO. Il est mis en œuvre par l'ONG Interpeace, avec la coopération d'organisations locales. Il aura lieu dans cinq endroits répartis dans les trois collectivités de la zone prioritaire (Beni-Mbau, Watalinga et Ruwenzori). Les séances de dialogue auront lieu une fois par mois, pendant huit mois. Elles aborderont une nouvelle thématique à chaque fois. Entre les séances, un comité ad hoc travaillera sur les recommandations faites par les communautés et se chargera, avec l'aide des partenaires (notamment les sections substantives de la MONUSCO, comme la section des Affaires civiles) de les relayer à travers les canaux et plateformes existantes et reconnues par les autorités.

Mis en œuvre depuis le mois de juin dernier, le projet de sensibilisation communautaire « Appui au renforcement de la chaîne pénale et réduction des détentions irrégulières dans le Nord-Kivu » se poursuit.

A la date du 19 juillet 2019, 154 pièces de mise en liberté ou de régularisation des cas de détention provenant de différentes autorités judiciaires avaient été obtenues. La section « Appui à la Justice » continue de faire le suivi de la libération effective des détenus concernés et/ou de régularisation des cas de détentions illégales.

Pour rappel, la capacité d'accueil de la prison centrale de Goma est de **300** détenus. A ce jour, l'effectif total des détenus est de **2 549** dont 1 693 détenus préventifs (soit 66,41 %) dont un grand nombre se trouve en situation de détention irrégulière et/ ou prolongée.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Restons dans ce domaine pénitentiaire pour signaler que la MONUSCO a remis ce mercredi 24 juillet un projet à impact rapide en faveur de la prison centrale de Goma. Il s'agit de l'équipement de deux salles d'audience situées à l'intérieur de la prison centrale.

Cet équipement est composé de 22 bancs, 6 tables et 12 chaises ainsi que des fournitures de bureau dont un ordinateur, une imprimante et des rames de papiers et des accessoires. D'un montant total de plus de 5 000 dollars, ce projet à impact rapide vise à améliorer les conditions de travail du personnel administratif de la prison qui manque de moyens pour faire fonctionner convenablement le service.

En matière de protection des civils et de prévention des conflits, les 19 et 20 juillet, la MONUSCO a soutenu les activités de prévention des conflits menées par une délégation conjointe composée de représentants de l'État et des acteurs de la stabilisation à Pinga dans le territoire de Walikale.

L'objectif de la mission visait à désamorcer les conflits ethniques entre les Nyanga et les Hunde dans la zone de Pinga où l'activisme des groupes armés continue de saper la paix et la cohésion sociale. Sur place, l'équipe a organisé une réunion de consultation avec 135 acteurs locaux clés dont 46 femmes de Bushimoo afin d'identifier les causes profondes du conflit. Les participants se sont engagés à renforcer leur coopération pour faire face à toute éventualité de violence interethnique.

C'est également dans cet ordre d'idée que la MONUSCO a facilité une session de partage d'informations avec les représentants de jeunes en vue de la consolidation de la paix et de la stabilisation à Nyanzale. Les principales recommandations retenues sont de faire un plaidoyer auprès des autorités provinciales pour le retour définitif du Mwami dans son entité (Bwito), d'engager des projets de réhabilitation des routes pour améliorer l'accès et renforcer la cohésion sociale.

Ituri :

Le Représentant spécial adjoint par intérim en charge de la protection et des opérations, s'est rendu lundi et hier à Bunia, à la rencontre des populations et des autorités.

Tout en indiquant que la MONUSCO était prête à appuyer de nouveau les opérations FARDC conformément à son mandat, sur la base d'une planification commune mettant la protection des civils au cœur de nos objectifs et de la conduite de ces opérations, François Grignon a rappelé que la solution au conflit récurrent dans le territoire de Djugu était surtout politique et économique. Le processus de désarmement des FRPI dans le sud-Irumu a également été abordé lors de cette visite.

La conférence pour la Paix et le Développement des Walendu, organisée par l'Association Lori qui réunit les peuples Bhale s'est achevée mardi 16 juillet 2019 à Rethy, à 133 kilomètres de Bunia dans le territoire de Djugu.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Au cours de ces assises qui ont duré trois jours, plus de 500 participants venus des chefferies et secteurs lendu ont échangé sur la situation sécuritaire dans Djugu et les voies de sortie pour une paix durable dans la région. Parmi ces voies, le dialogue et la sensibilisation des Communautés pour une cohabitation pacifique. La MONUSCO, qui accompagne le processus de dialogue entre différentes communautés, a apporté son appui logistique ainsi que son expertise. Des officiers de l'Armée et de la Police, les membres du Comité de sécurité et ceux du Gouvernement provincial et de l'Assemblée provinciale ont pris part à la cérémonie de clôture de cette conférence.

La MONUSCO a remis lundi 15 juillet 2019 un bâtiment construit pour abriter les cachots au Parquet civil de Mongwalu, cité minière située à 80 kilomètres au nord de Bunia dans le territoire de Djugu. Ce projet, dont le coût total est estimé à 24 600 dollars américains, vient améliorer les conditions carcérales des détenus jusque-là déplorables. La société civile locale a salué ce geste de la MONUSCO.

La MONUSCO a remis jeudi 18 juillet 2019 une salle de conférence et deux hangars du marché de Kinyanjonjo aux autorités coutumières des chefferies de Bahema Boga et de Banyari-Kilo au sud d'Irumu. Ces ouvrages, don de la MONUSCO, ont coûté 130 000 dollars américains. Ils visent la réinsertion socio-économique d'une centaine des démobilisés et la cohabitation pacifique entre les communautés locales.

Le Gouvernement provincial et la MONUSCO au chevet des déplacés internes de Bule en Ituri. Le 9 juillet 2019, le Gouverneur de la province de l'Ituri a conduit une délégation à Bule, dans la chefferie de Bahema Badjere, à 90 km de Bunia en territoire de Djugu.

Outre, des représentants des forces de sécurité congolaise, la délégation comprenait également la MONUSCO, qui a d'ailleurs apporté son soutien logique. Cette mission avait pour objectif de rencontrer la population, les déplacés internes ainsi que les autorités locales et de recueillir leurs préoccupations sur la situation sécuritaire. La délégation les a également rassurés sur les efforts fournis en vue de restaurer la paix dans cette zone. « La MONUSCO est engagée à fournir tout l'appui nécessaire pour que l'Etat se renforce davantage à Djugu. Pour ce faire, un détachement du bataillon à déploiement rapide des Casques bleus est basé à Loda, à dix kilomètres de Bule, (...) Les soldats de la MONUSCO vont y rester aussi longtemps que cela est nécessaire », a déclaré Cecilia Piazza, la cheffe de bureau de la MONUSCO en Ituri.

Kasai :

Depuis le début du mois de juillet, la MONUSCO a mené plusieurs activités à Tshimbulu, une localité du territoire de Dibaya en vue d'améliorer la situation de la protection des civils.

Il s'agit notamment du soutien à l'audience foraine financée à hauteur d'environ 20 000 dollars américains par la MONUSCO. A cet effet, six dossiers relatifs au conflit Kamuina Nsapu étaient inscrits au rôle dans le cadre de cette audience sur la place publique de Tshimbulu. Cette juridiction militaire a rendu cinq arrêts sur les six dossiers. Parmi ceux-ci, la peine de mort pour un militaire et un chef milicien pour exécution extra-judiciaires. Deux soldats de l'armée congolaise échappent de la condamnation à la perpétuité. Trois autres militaires sont condamnés à des peines allant de 10 à 20 ans d'emprisonnement pour viol avec violence. Par ailleurs, deux

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

policiers congolais, poursuivis pour mouvement insurrectionnel, terrorisme et crime de guerre par meurtre, ont été acquittés pour insuffisance de preuves.

L'audience foraine de Tshimbulu a été précédée par une session de sensibilisation au cours de laquelle les populations locales ont été appelées à ne pas se faire justice elles-mêmes, mais plutôt à saisir les autorités judiciaires lorsqu'elles estiment que leurs droits ont été violés.

A cette occasion les capacités des parties prenantes locales sur la protection des civils et les mécanismes de protection comme le comité local de protection ont été renforcés. 20 membres du comité local de protection, 10 autorités locales, des commandants de la PNC, des FARDC et de la Direction générale des migrations ainsi que 17 représentants de la société civile dont 8 femmes ont pris part à ces séances.

Dans le cadre de la protection des civils par projection, la Mission a déployé une base temporaire à Lodja dans la province du Sankuru face aux risques de violences liées à l'élection du gouverneur.

Des éléments de la force marocaine de la MONUSCO ont ainsi mené des patrouilles journalières alors que les équipes civiles de la Mission ont travaillé avec les parties prenantes locales afin d'éviter la confrontation, d'une part entre les partisans des candidats gouverneurs, et, d'autre part, entre les communautés. Une mission conjointe d'évaluation de la situation post-électorale est également sur place depuis lundi. En outre, la MONUSCO mène ses bons offices au niveau national afin d'apaiser les tensions.

Dans le but d'évaluer les progrès des activités du projet de réduction de violence communautaire, (CVR), et de sensibiliser le public, la MONUSCO vient d'organiser une mission dans le territoire de Demba, dans le Kasai Central.

Des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées en faveur d'un millier de personnes sur l'interdiction du recrutement d'enfants et la protection des enfants dans les conflits armés. Parmi les personnes sensibilisées figure une centaine de bénéficiaires directs, dont 45 filles et femmes.

La section Protection de l'enfant de la MONUSCO a invité les enfants à dénoncer tout appel à leur recrutement et à leur participation à tout mouvement insurrectionnel.

Police MONUSCO :

Le Commissariat général de la PNC à Kinshasa a abrité dernièrement un séminaire de renforcement des capacités de la PNC sur «la Gestion des grands événements », au profit de 50 commandants d'unités de la PNC.

Le chef de la composante Police de la MONUSCO, le Général Awalé Abdounasir, a invité les séminaristes à aller vers la gestion démocratique des foules comme le préconisent les Nations Unies. Selon lui, c'est dans cette optique qu'il faudrait responsabiliser les différents acteurs qui prennent part aux grands événements et se rappeler que le citoyen est le premier responsable de sa sécurité.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Pour le Commissaire général de la PNC, cet atelier qui s'inscrivait dans le cadre du partenariat privilégié entre la PNC et UNPOL, est l'un des maillons de la réforme qui constitue la pierre angulaire de la professionnalisation de la police. Au terme de cet atelier, les participants devaient être capables de planifier et de mieux gérer les grands événements portant notamment sur des troubles à l'ordre public.

A Butembo dans le Nord-Kivu, la Police MONUSCO a ouvert le 16 juillet 2019, une session de formation sur le respect des droits de l'homme dans la gestion de l'ordre public au profit de 50 agents de la Police nationale congolaise (PNC). Ce séminaire permettra aux participants de gérer démocratiquement une manifestation publique.

Dans le but de contribuer à la lutte contre l'insécurité à Kalemie, la Police MONUSCO a officiellement remis, le 15 juillet 2019, 50 lampadaires solaires, d'un coût de 20 000 dollars américains, aux autorités de la ville de Kalemie.

Ce don est le fruit d'un projet à impact rapide initié par la Police des Nations Unies de Kalemie pour stopper la recrudescence de la criminalité dans les quartiers reculés, qui ne bénéficient pas de l'éclairage public.

Par ailleurs, la Police MONUSCO vient de former 320 femmes de Goma à la fabrication de savon liquide. Cette formation fait partie de nombreuses activités de sensibilisation, mais aussi de soutien à l'autonomisation des femmes des quartiers de Kahembe, Murara, Mapendo et Mungunga, menées par les membres du Réseau des Femmes de UNPOL de la MONUSCO (RFUM), en compagnie de leurs collègues hommes « HeForShe » du secteur de Goma (Nord-Kivu).

Pour les policières des Nations Unies, ce projet vise à doter les femmes congolaises d'activités génératrices de revenus et ainsi contribuer au bien-être de leurs familles et leurs foyers.

Equipe de pays :

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a participé au Forum national sur la vaccination et l'éradication de la poliomyélite convoqué par le chef de l'État. Ce forum s'est conclu hier.

La Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Rebecca Moeti a pris part à Kinshasa à cette importante réunion aux côtés de 26 gouverneurs, 26 présidents des assemblées provinciales, 26 ministres provinciaux de la santé et 26 chefs de division provinciale de la santé.

L'objectif était de renforcer leur engagement et l'appropriation durable des activités de vaccination dans leurs provinces. Une Déclaration dite de Kinshasa consacrant cet engagement a été signée hier en présence de la présidente de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda.

L'OMS a d'ailleurs procédé au Round zéro de la vaccination antipoliomyélitique dans la province de Sankuru du 19 au 21 juillet, couvrant 2 zones de santé ayant notifié les 2 cas les plus récents, soit les

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

zones de Tshumbe et Wembo-Nyama. L'OMS a déployé des experts pour appuyer la réponse, aux côtés de ceux du ministère de la santé.

Une campagne de masse contre le poliovirus avait également eu lieu dans la province du Kasai du 12 au 14 juillet 2019, avec des activités de vaccination transfrontalières avec l'Angola, plus particulièrement dans les zones de santé de Kamonia et Tshikapa.

Enfin, l'OMS a envoyé des kits sanitaires d'urgence et une assistance vitale pour couvrir les besoins urgents des déplacés internes dans l'Ituri, à Djugu. Trois experts (deux épidémiologistes et un gestionnaire de données) ont été déployés pour appuyer l'intervention avec d'autres agences humanitaires.

Concernant l'épidémie d'Ebola dans le Nord-Kivu et l'Ituri, le bilan s'élève à ce jour à 2 592 cas et 1 743 décès. Ceci représente un taux de létalité de 67 %.

Par rapport à la semaine précédente, on note une augmentation des nouveaux cas confirmés, une persistance de la contamination chez les personnels de santé – avec 4 nouvelles infections – et un accroissement du nombre de nouvelles aires de santé affectées. Les points chauds de l'épidémie ces 21 derniers jours sont Beni et Mabalako.

Enfin, en un an, c'est-à-dire depuis août 2018, un total de 171 502 personnes ont été vaccinés.

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation militaire se caractérise de façon générale par un regain de tension notamment dans la province du Nord-Kivu.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la situation sécuritaire, quoique sous contrôle, demeure préoccupante. La fluctuation de l'effectif des personnes déplacées internes, dont le nombre s'accroît de nuit pour décroître en cours de journée, est révélatrice de la psychose qui continue d'habiter les populations civiles. Cependant, depuis le début de l'opération déclenchée par les FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, les attaques d'envergure autrefois menées par les groupes armés ont fait place à des incursions sporadiques de type criminel. L'objectif de ces incursions est soit de se ravitailler au détriment des populations, soit de régler des comptes ou, encore, d'entretenir un climat d'insécurité au sein des populations civiles. Les fréquentes descentes sur le terrain effectuées par le commandant de la Force, ses contacts réguliers avec le gouverneur de la province et les autorités militaires, permettent d'entreprendre des actions coordonnées pour endiguer l'action des groupes armés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, la nuit du 21 juillet, l'emprise de la MONUSCO de Mayi Moya (23 km au nord de Beni) a essuyé des coups de feu provenant du village. Les auteurs de ces tirs n'ont pu être identifiés. Toutefois, aucune perte en vie humaine n'a été déplorée dans les rangs de nos soldats qui ont fait montre d'un professionnalisme avéré dans leur réaction face à l'attaque. On note par ailleurs une recrudescence des activités des ADF dont les actions sont orientées aussi bien sur les FARDC que sur les populations civiles. C'est ainsi que deux autres attaques ont été perpétrées, dans la nuit du 22 juillet 2019 par les mêmes ADF, l'une à Oicha (chef-lieu du territoire de Beni), l'autre à Kasana (un village de la localité d'Eringeti) occasionnant des victimes civiles. Les multiples déploiements par projection de détachements temporaires en vue de marquer notre présence, les opérations coordonnées avec les FARDC contribueront à faire redescendre la tension. Quant aux groupes Mayi-Mayi et aux combattants UPLC, ils manifestent le désir de se rendre et de rejoindre le processus de paix.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, les miliciens ADF demeurent actifs avec des attaques perpétrées à Tenambo et Mabakwei dans la localité de Oicha (30 km au nord de Beni). Les échauffourées entre les groupes NDC/R et APCLS à Nyabikeri, Kilondo et Kosouo (8 km environ au nord de Lukweti) ont rendu indispensable la mise en place à Pinga d'un détachement en vue de marquer davantage notre présence et assurer la protection des civils. Les activités de groupes Mayi-Mayi ont par contre diminué. Par ailleurs, la Force assure tout son soutien aux FARDC dont l'opération contre les FDLR se poursuit.

Dans la province du Sud-Kivu, les populations continuent de faire l'objet de harcèlement de la part des groupes Mayi-Mayi de la région. Les faits proéminents ayant retenu l'attention ces derniers jours sont les incidents survenus à Minenbwe le 18 juillet 2019, plus précisément dans les localités de Sebele (24 km au sud de Baraka) et Mulima (45 km à l'est de Minembwe), des incidents au cours desquels les personnels des FARDC ont porté assistance aux populations civiles attaquées par les groupes armés.

Dans la région des Kasai, hormis les échauffourées entre groupes rivaux de bandits, lesquelles ont été remarquablement endiguées par la PNC, la situation sécuritaire s'est améliorée de façon significative. Nos forces, par leur présence dissuasive sont prêtes à soutenir les forces de défense et de sécurité locales en cas de besoin.

Au titre de la coopération civilo-militaire, les cours de formation se poursuivent dans plusieurs domaines : électronique, mécanique, anglais etc. Les constructions de divers ouvrages d'adduction d'eau potable et la mise à disposition de panneaux solaires pour assurer l'électrification des localités ont également continué. Ainsi, le 18 juillet 2019, jour de la célébration de la journée internationale « Nelson Mandela », le commandant de la Force a procédé à l'inauguration d'un incinérateur gracieusement offert à l'hôpital de zone de Goma. L'ouvrage a été réalisé par le centre 'Don Bosco', au titre des projets à impact rapide pilotés par le 4^e Bataillon uruguayen.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de **39** éléments appartenant à divers groupes armés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28